

Plan pauvreté : Les principales mesures éducatives

Emmanuel Macron a présenté le 13 septembre les principales mesures de son Plan pauvreté, présenté comme un programme préventif. En ce sens l'éducation et les jeunes y prennent une place particulière. Quelques éléments nouveaux complètent la présentation faite par le Café pédagogique avant le discours du président de la République. Et on relève au moins une intrusion habile...

Petite enfance



La dimension éducative du plan pauvreté d'E Macron représente environ 2 milliards avec trois axes : la petite enfance, le scolaire et l'insertion des adolescents.

Pour la petite enfance, le président a confirmé le programme de création de 30 000 places de crèches sur le quinquennat pour les familles défavorisées. Grâce à une aide aux communes. Il veut aussi réformer le mode de garde pour ne faire "un lieu d'éveil cognitif", suivant en cela une recommandation de l'OCDE. "La qualité des modes de garde doit être massivement améliorée, et la mise en œuvre sur le terrain de cette

réforme d'ampleur devra être précisément évaluée tout au long. Les 600.000 professionnels de la petite enfance seront encore mieux accompagnés, leur formation sera complétée, parfois revue, en ce sens, dès 2019, afin que l'apprentissage du langage, de l'empathie de la confiance en soi irriguent désormais tous les modes de garde", assure E Macron. Un début de réalisation a eu lieu avec la redéfinition des attendus du CAP petite enfance. Pour faciliter l'accès des familles défavorisées en crèche les aides de garde d'enfants seront versées immédiatement sans que les familles aient à avancer de l'argent. Le plan devrait aussi avoir un impact en maternelle puisque dans 60 quartiers prioritaires l'Etat aidera les communes à installer une Atsem par classe. L'enveloppe petite enfance est évaluée à 1.2 milliard.

Monde scolaire

Pour les scolaires, le président a décliné un droit à l'alimentation avec la généralisation d'une tarification sociale pour les restaurants des écoles. L'objectif c'est de proposer des repas à 1 euro aux familles les plus démunies. Les communes seront aidées pour le faire.

"Des petits déjeuners seront aussi proposés dans les collèges de REP+, afin de s'assurer que tous les élèves démarrent la journée dans de bonnes conditions", a dit le président. En fait, comme nous l'avons annoncé, le système qui sera mis en place est plus complexe. Il y aura un fond qui versera des sommes aux Dasen qui eux mêmes soutiendront des projets engageant des acteurs locaux pour des petits déjeuners et de l'éducation à l'alimentation. En clair il n'y aura pas un accueil déjeuner en Rep+ chaque jour. Mais les enseignants et les associations locales seront invitées à monter des projets. A l'Elysée on promet quand même que ça touchera de 100 000 à 300 000 enfants.

Un leurre

Du coup on a glissé dans le plan pauvreté ce qui semble être un leurre. Le plan annonce que la médecine de ville viendra en appui à la médecine scolaire dans le cadre du parcours de santé des enfants de 0 à 6 ans. La situation de la médecine scolaire est effectivement désastreuse puisque la visite obligatoire des 6 ans n'est plus passée dans beaucoup d'endroits faute de médecin scolaire. Mais cette mesure pourrait bien aggraver la situation au lieu de l'améliorer. D'abord parce que les missions des médecins scolaires nécessitent une formation. Surtout parce que là où la médecine scolaire est la plus déficiente (93 par exemple), la médecine de ville est aussi en crise. Le médecin scolaire était souvent le seul médecin accessible. Cette mesure va faciliter l'accès à la médecine pour les enfants favorisés. Mais elle n'aura pas un grand impact pour les autres. Tout cet aspect scolaire est évalué à 271 millions.

Insertion des jeunes

Le Plan veut aussi faciliter l'insertion des jeunes et va y consacrer 439 millions. La mesure phare c'est l'obligation de formation pour les jeunes de 16 à 18 ans qui ne sont ni en formation ni en emploi. Les établissements scolaires devront déclarer toute l'année les décrocheurs (au lieu de deux fois par an) et les missions locales auront l'obligation de leur proposer une formation, qui sera prise dans le plan d'un million de formations annoncé par l'Elysée. Cela devrait concerner 60 000 mineurs..

Le Plan prévoit aussi de revoir l'orientation "en investissant dans la formation de celles et ceux qui sont en charge de l'orientation, et en remettant l'orientation au cœur de l'école, comme nous avons décidé de le faire, dès la fin du collège, c'est un projet essentiel, il n'est pas accessoire, en permettant à toutes les filières de venir dans l'école". On est là dans la logique de la loi Pénicaud sur la formation professionnelle qui a passé l'orientation aux régions.

Les critiques

Le plan a été reçu avec prudence par des acteurs essentiels. Ainsi ATD Quart Monde s'interroge " sur les moyens humains et financiers qui seront alloués à la lutte contre la pauvreté, sachant qu'une part significative des 8 milliards annoncés correspondent à un simple redéploiement de budget. Derrière les effets d'annonce, il faut rappeler le manque de professionnels formés pour accompagner les plus exclus et la baisse constante des budgets consacrés aux politiques sociales: faiblesse de la revalorisation des minima sociaux, baisse des APL, réduction des budgets des missions locales pour accompagner les jeunes, etc."

Cette critique st aussi portée par le PS. En appui une étude de l'OFCE (Sciences Po) montre que les mesures nouvelles du budget 2018 ont profité aux 2% des ménages les plus riches. Pour les plus pauvres la revalorisation des minima sociaux n'a pas compensé les hausses de la fiscalité indirecte.

La FSU " alerte le gouvernement sur l'insuffisance de son plan pour faire reculer la pauvreté s'il n'est pas porté par d'autres orientations économiques et sociales. Elle souligne le paradoxe qui consiste à afficher une volonté d'éradiquer la pauvreté tout en menant des politiques qui contribuent à creuser les inégalités et à remettre profondément en cause notre modèle social".

La critique la plus sévère revient à Louis Morin, de l'Observatoire des inégalités, qui remarque qu'il y a "2 milliards d'euros par an pour 9 millions de pauvres, 3 milliards par an pour 300 000 assujettis à l'ISF".

[Discours Macron](#)

[Matignon.](#)

[Les annonces de l'Elysée](#)

[OCDE : L'éducation doit démarrer dès la crèche](#)

[OFCE](#)

[FSU](#)